

MASOOD AHMED

Directeur du département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI

L'intervention d'Oliver Appert vous a apporté un premier éclairage sur les raisons de la chute des prix du pétrole. Je vais me concentrer pour ma part sur l'impact de la chute des prix du pétrole sur les pays exportateurs de pétrole au Moyen-Orient. Je ne parlerai pas de l'impact sur les pays importateurs de pétrole car il est faible et prévisible. Tous tirent quelque avantage des prix bas du pétrole, mais cela ne change pas radicalement leurs perspectives. Il en va tout autrement des pays exportateurs de pétrole qui subissent un impact considérable.

Si on compare l'année 2015 à 2014 ou à 2013, on constate que les revenus des exportations pétrolières des pays du Moyen-Orient ont chuté d'environ 350 milliards de dollars, soit une somme considérable qui représente environ un tiers de leurs exportations. Sachant que leurs budgets proviennent principalement des revenus pétroliers et que la plupart de ces pays dépendaient du pétrole, ils n'ont jamais vu l'utilité de mettre en place d'autres systèmes fiscaux. Résultat, leurs budgets sont négativement impactés par la chute des prix du pétrole. Alors qu'ils avaient enregistré des excédents budgétaires de l'ordre de 10-12 % du PIB en 2013, cette année, ce groupe de pays enregistre un déficit budgétaire du même ordre, soit 12-12,5 % du PIB. Il s'agit là d'un changement radical de la situation financière. Un manque à gagner de 25 % du PIB est difficile à gérer pour n'importe quel pays.

La situation varie selon les pays. Les prix d'équilibre budgétaire ont déjà été évoqués ici, vous avez donc une idée de l'ampleur de l'impact. Je reviendrai sur ce point dans une minute. Mais d'abord, quelle est la première réaction des pays frappés de plein fouet par la chute des prix du pétrole ? Heureusement, au cours de la dernière décennie, la plupart d'entre eux ont accumulé des actifs financiers, soit dans leurs réserves, soit dans des fonds souverains. Cette année, ils puisent dans ces actifs afin de tenter d'atténuer l'impact de la baisse des revenus pétroliers. Ils continuent de dépenser plus ou moins ce qu'ils avaient prévu de dépenser.

Résultat, ces pays enregistrent certes un ralentissement de la croissance, mais qui n'est pas énorme. Par contre, les finances en prennent un coup car ils puisent maintenant dans leurs économies pour financer les dépenses. Ils ne peuvent plus en effet compter sur les seuls revenus du pétrole. Si les prix du pétrole restent bas pendant un an ou deux seulement, c'est un bon moyen de faire face à la situation. C'est pour cela qu'ils ont économisé. Ils ont fait des économies en prévision d'une baisse des prix, et maintenant que les prix sont bas, ils utilisent leurs économies et maintiennent leur train de vie habituel.

Trois ou quatre pays cependant n'ont pas ce luxe, je reviendrai un peu plus tard sur ce point. Mais d'autres pays peuvent se le permettre. Les pays du Golfe dans l'ensemble peuvent se le permettre, et l'Algérie aussi. Un problème va se poser néanmoins si les prix du pétrole se maintiennent à ce niveau durant les cinq prochaines années. Oliver, vous avez dit que les prix du pétrole vont remonter d'ici quatre ou cinq ans. Personnellement, je suis très pessimiste et je ne pense pas que le prix du pétrole reviendra à 100 dollars dans la prochaine décennie. Plusieurs experts vont vous parler de ce sujet, je ne m'aventurerai donc pas à faire des prévisions concernant les prix du pétrole.

Vous pouvez regarder les prévisions du marché, celles que j'utilise, car au moins elles indiquent ce que font les acheteurs et les vendeurs, et cela vous donne une petite idée. Les prévisions concernant les prix du pétrole comportent une large part d'incertitude. Elles semblent indiquer en gros une légère augmentation des prix dans les cinq prochaines années. Mais ils ne reviendront pas à 100 dollars.

Supposons donc que les prix augmentent légèrement, pour atteindre difficilement environ 60 dollars d'ici 2020. Que faire dans un tel scénario ? Vous ne pouvez pas continuer indéfiniment à puiser dans vos économies. Si les pays exportateurs de pétrole n'apportent aucun changement à leurs plans de dépenses actuels pendant les cinq années à venir, cela se traduira par des déficits budgétaires et un endettement importants, voire insoutenables pour certains de ces pays. Sans ajustement des dépenses sur les cinq prochaines années, le déficit budgétaire combiné des pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient pourrait atteindre mille milliards de dollars. Là encore, il s'agit d'un chiffre global, ce qui signifie qu'il existe des différences selon les pays.



Quelle est la situation dans les différents pays ? D'après mes calculs, vous avez d'un côté les pays comme le Qatar, le Koweït, les EAU ou le Turkménistan. Ils ont suffisamment d'argent pour faire face à des déficits pendant une décennie et, pour certains d'entre eux, les déficits ne sont pas importants. Ensuite, vous avez les pays comme l'Arabie saoudite, Bahreïn, Oman et l'Algérie. Ceux-ci ne peuvent pas se permettre de laisser filer les déficits budgétaires et doivent donc changer leurs plans de dépenses.

Pour ces pays, l'emprunt est possible car leurs fondamentaux sont solides, ils peuvent emprunter sur les marchés. Cependant, ils ne veulent pas se retrouver dans une situation où, d'ici cinq ou dix ans, ils auraient atteint les limites de leur capacité d'emprunt ou utilisé toutes leurs économies. Il est clair qu'ils ne veulent pas se retrouver dans cette situation. Tous essaient donc actuellement, à divers degrés, de revoir leurs dépenses à la baisse, et je suis certain que ces efforts se traduiront, dans la plupart des cas, par des améliorations sensibles de leurs perspectives budgétaires. Ils essaient également d'accroître les revenus non pétroliers. Accroître les revenus non pétroliers pourrait signifier créer une taxe sur la valeur ajoutée ou un impôt sur les sociétés. Cela permettra certes de générer des revenus, mais cela ne représentera pas une énorme somme d'argent à court terme.

Le seul moyen de parvenir à l'équilibre sur cinq ans est de réduire les dépenses. Comme vous le savez tous, réduire les dépenses est plus facile à dire qu'à faire. Pour ces pays, la tâche s'annonce difficile car cela signifie augmenter le prix de l'énergie. Les subventions à l'énergie dans ces pays représentent 100 milliards par an, même avec des prix de l'énergie plus bas, ils peuvent donc récupérer des sommes considérables de ce côté. Ou bien ils doivent réduire les projets d'investissement. Il y a de nombreux projets d'investissement dans les cartons qui peuvent être reportés.

Ou encore, ils peuvent réduire le nombre de fonctionnaires car, comme vous le savez, dans nombre de ces pays, la majorité des ressortissants nationaux travaillent dans la fonction publique. Bien qu'il y ait de nombreux emplois dans le secteur privé, ce sont essentiellement des expatriés qui y travaillent. Certes, cette mesure semble raisonnable, mais nombre de ces pays sont confrontés à un autre problème que je vais aborder maintenant. Dans les cinq prochaines années, 10 millions de personnes vont entrer sur le marché du travail dans ces pays. Selon les prévisions actuelles, si le marché du travail ne les absorbe pas plus rapidement et en plus grand nombre que dans la précédente décennie, ces pays compteront 3 millions de chômeurs de plus d'ici la fin de cette période.

Je voudrais conclure en disant que ces pays sont donc confrontés à un défi de taille. Ils doivent d'une part préserver leur résilience et leur notation financières en essayant de réduire leurs dépenses et de ne pas s'endetter plus vite qu'ils ne peuvent se le permettre. Mais ils doivent y parvenir sans aggraver encore le problème, déjà préoccupant, du chômage chez les ressortissants nationaux, en particulier chez les jeunes. Ce problème sera difficile à gérer dans les 5-7 prochaines années. Nous reviendrons probablement sur ce point, non seulement dans cette session, mais également dans les prochaines sessions.